

Cérémonie de clôture de la 1^{ère} conférence des Fonds d'entretien routier africains, le 18 décembre 2003

Allocution de Mme Mehrnaz TEYMOURIAN, Représentant résident de la Banque mondiale à Libreville

Au nom de la Banque mondiale et des ses partenaires au sein du SSATP (le Programme de politiques de transports en Afrique subsaharienne), je tiens ici à applaudir l'initiative du Fonds d'Entretien Routier du Gabon, portée par le gouvernement de la République du Gabon, qui a abouti à la tenue à Libreville de cette 1^{ère} Conférence des Fonds d'entretien routiers africains.

Libreville a ainsi vu cette semaine des représentants de plus de 20 pays, tous responsables exécutifs de Fonds d'entretien routier ou d'organismes assimilés dans leur pays, réunis pour mettre sur pied leur association professionnelle à l'échelle africaine.

Ils ont aussi pu établir de grandes orientations pour l'action et au moins esquisser leur plan d'actions centré sur l'appui mutuel et l'échanges d'expériences, entre professionnels.

Ils ont réaffirmé que le principe qui sous-tendra leur action collective est la commercialisation de la route à travers les fonds d'entretien routier de 2^{ème} génération.

Leur appui sera particulièrement tourné vers les membres venus de pays où de telles réformes s'engagent seulement et aussi vers ceux qui envisagent des restructurations ou des reconfigurations dans ce même sens de la commercialisation de la route.

Cet événement, auxquels tous les bailleurs de fonds du secteur routier actifs au Gabon se sont associés et ont apporté leur contribution, a créé une magnifique opportunité pour sensibiliser, au plan gabonais, tous les acteurs du secteur ainsi que les média et le grand public, aux enjeux de l'entretien routier et aux spécificités de son financement.

Au vu du dialogue qui s'est engagé, en marge de la conférence, entre bailleurs de fonds et autorités gabonaises, on peut penser, que cette conférence aura été le déclencheur d'un processus de réforme du FER gabonais permettant de dépasser bientôt ses actuelles limitations et ses fragilités intrinsèques.

Sécuriser le financement de l'entretien routier en assurant un flux régulier de ressources non fiscales provenant le plus directement possible de l'utilisateur, réserver absolument ces ressources à l'entretien de la route, les gérer dans une intégrale transparence en y associant toutes les parties, voilà l'ambition qui semble se concrétiser ici au Gabon.

L'avenir proche nous montrera si l'élan issu de cette conférence trouve ou non au Gabon une application presque immédiate. Ce serait bien sûr un signe extrêmement favorable marquant le destin de cette association africaine des fonds d'entretien routier qui vient de naître ici à Libreville.

En tout état de cause, le soutien de la Banque mondiale, notamment à travers son implication dans le SSATP, aussi bien vis-à-vis de l'AFERA via un partenariat à établir, que vis-à-vis du Gabon dans le cadre d'un processus de réforme à étudier et à configurer, est acquis dans son principe. Il restera, très prochainement, à en arrêter les modalités exactes.

Rendre efficace le financement de l'entretien routier, pour rétablir et assurer la bonne qualité et le coût supportable du service à l'utilisateur sur l'ensemble des réseaux routiers africains, est un enjeu crucial auquel je me félicite que tous aient souscrit ici de façon aussi concrète et pragmatique.